



17^e CONFÉRENCE OIDP | MONTRÉAL 2017 PARTICIPATION SANS EXCLUSION

Déclaration finale

La dix-septième Conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative s'est tenue à Montréal du 16 au 19 juin 2017. Elle a réuni plusieurs centaines de participants provenant de plus de 30 pays et d'horizons divers : les autorités locales, les centres de recherche universitaires et la société civile. On y trouvait donc à la fois des praticiens de la démocratie participative, tant au niveau des structures municipales que du monde associatif et des institutions qui se penchent sur ces pratiques. Cela a fait de la Conférence un lieu d'échanges particulièrement riches.

C'est autour de la question de la « Participation sans exclusion » que les participants ont axé leurs travaux.

Les participants à la conférence soutiennent les engagements pris par la communauté internationale à travers les divers agendas internationaux dont les Objectifs de Développement Durable et le Nouveau Programme pour les villes et établissements humains, à promouvoir, l'instauration de mécanismes institutionnels, politiques, juridiques et financiers en vue de mettre en place, de plateformes inclusives qui permettent la participation effective de tous aux mécanismes de prise de décisions, de planification et de suivi, ainsi qu'une participation citoyenne renforcée.

Les participants à la Conférence reconnaissent que, dans plusieurs régions du monde, la participation citoyenne à la vie démocratique n'est pas acquise. Souvent, c'est au niveau local que le dégel se fait et que prennent forme les premiers mécanismes qui vont dans le sens de la démocratie participative. Le niveau local se prête bien à la participation, les citoyens se sentant particulièrement interpellés par les gestes des autorités locales, collés à leur quotidien. C'est ainsi que se sont développés des interventions comme le budget participatif, largement répandu dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine.

Les nouveaux outils numériques permettent également d'élargir considérablement le champ de la participation publique. À l'occasion, les participants estiment que le recours à ces outils peut aussi être générateur d'exclusion. Il faut donc intensifier les actions pour trouver les moyens de minimiser ou éviter la fracture numérique. De façon plus générale, il faut imaginer une relation plus efficace entre les participations virtuelles et présentiels.

D'une façon encore plus générale, la réflexion de l'Observatoire et de ses membres doit porter sur comment s'assurer que toutes les strates de la population participent aux actions de démocratie participative ? Comment s'assurer de la participation des groupes minorisés, des citoyens moins scolarisés ou ayant un plus faible accès à l'information ? Ces exclusions ne sont jamais voulues, mais il faut s'interroger sur la sous-représentation de certains groupes dans les processus de démocratie participative. Comment résoudre cette question ? Comment favoriser une plus grande participation en présentiel ? Quels moyens prendre pour s'assurer que les familles, les jeunes, les migrants et les aînés participent ? Comment renforcer les ressources des gouvernements locaux pour leur permettre de prendre en charge les droits économiques, sociaux et culturels de populations souvent exclus de la définition des agendas de développement ? Plusieurs modèles et outils ont été présentés lors de la Conférence de Montréal.





17^e CONFÉRENCE OIDP | MONTRÉAL 2017

PARTICIPATION SANS EXCLUSION

Les travaux de la conférence se concluent sur les constats suivants :

1. Les territoires sont par essence les espaces indiqués pour l'opérationnalisation des agendas de développement et les gouvernements locaux sont un acteur politique incontournable dans la résolution des nombreux défis auxquels est confronté notre monde. En effet, en prise directe avec les citoyens, ils ont une connaissance immédiate de l'impact sur les populations des grands enjeux mondiaux, qu'ils soient sociaux, économiques ou environnementaux.
2. Les processus et les pratiques de démocratie participative sont essentiels pour impliquer les populations dans leur développement et pour combattre le négativisme et le cynisme qui ont trop souvent cours dans nos sociétés. La démocratie participative permet la mobilisation du plus grand nombre dans l'émergence de sociétés plus inclusives, justes et équitables.
3. La lutte à l'exclusion doit être réaffirmée et se poursuivre avec diligence afin que nos villes et villages puissent bénéficier de l'apport de larges pans de la population qui sont sous-représentés dans le débat public
4. Toutes les parties prenantes doivent intensifier leur collaboration tant à l'échelle locale, nationale, qu'internationale, afin de faciliter l'inclusion de tous les secteurs de la population, souvent plus fragiles ou vulnérables, qui ne sont pas suffisamment impliqués dans la définition et mise en œuvre des agendas de développement de leurs milieux de vie.
5. Le recours à de nouvelles technologies doit s'intensifier afin d'accroître le nombre de citoyens et citoyennes qui participent aux différents mécanismes de démocratie participative. Ces outils numériques se développent à grande vitesse et sont très précieux. Cependant, les participants à la conférence attirent l'attention sur le fait que tous doivent garder en tête que l'accès est inégal et que des groupes de citoyens sont en danger d'être exclus de cette révolution dans la façon dont s'incarne la démocratie participative. La fracture numérique doit être réduite. Tous doivent s'y engager!

Montréal, le 19 juin 2017

